

**ORDONNANCE N° 2013-297 DU 02 MAI 2013  
FIXANT LE BAREME DES MONTANTS DE LA REDEVANCE  
D'OCCUPATION DES TERRAINS INDUSTRIELS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

**Sur rapport conjoint du Ministre de l'Industrie, du Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et du Ministre de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme,**

**Vu** la Constitution ;

**Vu** la loi n°62-253 du 31 janvier 1963 relative aux plans d'urbanisme ;

**Vu** la loi n°2013-273 du 23 avril 2013 portant Habilitation du Président de la République à prendre par ordonnances, pendant la Gestion 2013, pour l'exécution de son Programme en matière économique et sociale, des mesures relevant du domaine de la Loi ;

**Vu** l'ordonnance 2012-487 du 07 juin 2012 portant Code des Investissements ;

**LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,**

**ORDONNE :**

**Article 1 :** La présente ordonnance fixe le barème des montants des redevances d'occupation des terrains industriels dues par les opérateurs économiques

**Article 2 :** Le barème des montants des redevances prévu à l'article précédent est fixé comme suit :

- Zone A , District d'Abidjan : de 2 000 à 15 000 F CFA/m²/an ;



- Zone B, agglomérations ayant une population égale ou supérieure à soixante mille habitants : de 1 000 à 7 500 F CFA/m<sup>2</sup>/an ;
- Zone C, agglomérations ayant une population de moins de soixante mille habitants ainsi que des zones économiques spéciales déterminées par décret en fonction des programmes régionaux : de 100 à 750 F CFA/m<sup>2</sup>/an.

Les zones A, B et C sont celles définies par le décret n°2012-1123 du 30 novembre 2012 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n°2012-487 du 07 juin 2012 susvisée.

**Article 3 :** Lorsque le terrain industriel est situé dans une zone franche ou dans une zone industrielle développée dans le cadre d'un contrat de concession, le montant de la redevance est fixé selon les dispositions applicables à la zone franche ou à la zone concédée.

**Article 4 :** Un décret pris en Conseil des Ministres détermine le montant et les modalités de paiement de la redevance par localité et par zone industrielle.

**Article 5 :** Sont abrogées toutes dispositions contraires, notamment celles de l'ordonnance n°61-183 du 18 mai 1961 portant fixation des redevances annuelles exigibles pour l'occupation du domaine public et privé de l'Etat, modifiée par la loi n°79-1048 du 27 décembre 1979, en ce qui concerne les terrains à usage industriel.

**Article 6 :** La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Man le 02 mai 2013

Copie certifiée conforme à l'original  
Le Secrétaire Général du Gouvernement

Alassane OUATTARA



*Alassane*  
Bansam KAMBILE  
Magistrat